



« Pour finir je tiens à dire que le seul moyen pour les ouvriers d'arracher leurs revendications c'est l'action directe et non pas la confiance en des politiciens qui ne pensent qu'à freiner l'ardeur révolutionnaire. »

(un gréviste libertaire, juin 1936)

Juin 1936

Le Front populaire au secours du capitalisme français



Juin 36 : l'envers du décor

(par Barthélémy Schwartz, 1997)

suivi de

**1936 : le Front populaire contre
les occupations d'usines (par Jérôme, 1999)**

ZANZARA ATHEE

Toutes les photos de cette brochure ont été prises lors des grèves de juin 1936 en France, sauf celle de couverture, qui illustre la victoire du Front populaire aux élections législatives d'avril 1936 (on peut y voir notamment Thérèse et Léon Blum, Edouard Daladier, Maurice Thorez et Roger Salengro).



Chez Salmson à Billancourt

par un gréviste libertaire

Publié dans le journal *Le Libertaire*, 19 juin 1936

Nous avons occupé l'usine à 2 200 ouvriers et techniciens dans un enthousiasme général et une discipline, non pas imposée par tel ou tel chef mais librement consentie. Aussitôt la grève déclenchée ; un nommé Conte du rayon communiste de Boulogne est venu prendre la parole, soi-disant pour nous aider à arracher nos revendications, c'est-à-dire le contrat collectif. Il a fait un discours vraiment « action directe ». Mais le lendemain, le même a commencé à nous casser les oreilles avec la politique du parti communiste, nous disant que la direction avait fait de grandes concessions en nous accordant 25 centimes d'augmentation de l'heure, des lampes pour les W.C. et des chiffons pour nettoyer les machines. Mais des protestations s'élevèrent dans tous les coins, des grévistes allèrent jusqu'à le traiter de « vendu ». Aussi, unanimement, l'assemblée fit comprendre que le mouvement déclenché était social, qu'elle ne voulait pas entendre parler politique et qu'elle voulait faire ses affaires elle-même. C'est ainsi que le 8 au soir, la direction nous accordait tous les paragraphes du contrat collectif, à condition que cela ne s'appelle pas « contrat collectif ».

Le lendemain dans les journaux dit « ouvriers », dans *Le Peuple* on annonçait une grande victoire constituée par l'accord Matignon, victoire de 7% à 15%. Ces nouvelles furent accueillies avec colère.

La direction se retranchait derrière cet accord. Mais, grâce à l'attitude décidée des ouvriers, jeudi à 23 heures l'usine était évacuée avec entière satisfaction. Pour finir je tiens à dire que le seul moyen pour les ouvriers d'arracher leurs revendications c'est l'action directe et non pas la confiance en des politiciens qui ne pensent qu'à freiner l'ardeur révolutionnaire.



Zanzara athée, juin 2009

zanzara@squat.net

Pas de copyright.

<http://infokiosques.net/zanzara>

Plein d'autres brochures
sont téléchargeables
sur infokiosques.net.



Le 29 septembre, Blum adjura la classe ouvrière de lui épargner l'emploi de la force. Une semaine après, il passa à l'acte : 250 flics forcèrent la porte de la chocolaterie des Gourmets, à Paris, et après une dure bagarre en expulsèrent les occupants. Un précédent redoutable était créé.

Ainsi, le pire fut de faire croire aux travailleuses et aux travailleurs que le gouvernement de Front populaire, à direction socialiste et participation radicale, était en quelque sorte leur gouvernement. Comme l'a souligné Trotski[12], les ouvriers furent de ce fait incapables de reconnaître l'ennemi, car on l'avait déguisé en ami. Ou, comme l'écrit Daniel Guérin: « Les chefs [de la social-démocratie] entourèrent le pouvoir bourgeois d'un écran qui dissimula sa véritable nature, le rendit méconnaissable, donc invulnérable et indestructible. Parce que les leaders prestigieux s'étaient installés dans un certain nombre de bureaux ministériels, l'illusion fut de répandre que cet État n'était plus un État de classe, mais un État providentiel. » La classe ouvrière fut de cette façon détournée de l'objectif de se sauver elle-même, de dépasser le stade d'une grève générale avec occupations d'usines purement revendicatives pour la transformer en grève gestionnaire et rechercher une forme d'auto-organisation.

Notes :

[1] Depuis le congrès de Tours en 1921, une scission s'était opérée entre la CGT (« réformiste ») dirigé par Jouhaux et la CGTU qui fut dirigée par des membres du PC. La réunification s'opéra en 1935.

[2] Voir l'article « 1940: les socialistes disent oui à Pétain », publié dans *Courant alternatif*, hors-série n° 2, troisième trimestre 1999.

[3] Le parti radical n'a rien à voir avec la « radicalité » de 1999. Il était radical dans le sens où, au début du XXème siècle, il siégeait à gauche au Parlement, en tenant un discours laïc farouchement anticlérical. Il a été le parti représentant les classes moyennes.

[4] Extrait du serment du meeting de la SFIO au stade Buffalo, le 14 juillet 1935.

[5] Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, édition Babel, collection "Révolution".

[6] Les résultats des élections des 26 avril et 3 mai 1936 donnèrent la majorité à la gauche (147 élus à la SFIO, 106 au parti radical et 72 au parti communiste).

[7] Témoignage d'un ouvrier *non encarté* : « Tout le monde en avait marre, tout le monde a marché », *Critique communiste*, hors-série été 1982.

[8] Extraits de la déposition de Léon Blum devant la cour de Riom, février 1942.

[9] Ce qui est aujourd'hui les conventions collectives.

[10] Ainsi Mgr Verdier, cardinal archevêque de Paris.

[11] Cf. Daniel Guérin, *op. cit.*

[12] Trotski, « L'heure de la décision approche », *La Lutte ouvrière*, 6 janvier 1939.

Juin 36 : l'envers du décor

par Barthélémy Schwartz

Publié dans le numéro 2 de la revue *Oiseau-tempête* (automne 1997)

Alors que Mai 68 est resté dans la mémoire sociale comme un mouvement social réprimé de façon combinée par le patronat, l'État, les partis de gauche et les syndicats, celle-ci n'a retenu des grèves de mai-juin 36 que les "acquis sociaux" du Front populaire. Pourtant, ceux-ci n'ont été que les concessions nécessaires du gouvernement de Blum à la répression du plus grand mouvement social de l'entre-deux guerres. La réédition de *Front populaire, révolution manquée* de Daniel Guérin [1] est l'occasion de revenir sur cette période, qui par bien des aspects est proche de la nôtre. Si le rôle joué par le PC [Parti Communiste] étonnera peu (le mot historique de Thorez, « Il faut savoir terminer une grève », est resté dans les annales de police sociale), celui des socialistes est moins connu. Au-delà de l'action des partis de gauche et des syndicats, les événements de mai-juin 1936 nous rappellent qu'en matière de répression sociale, on n'est jamais mieux servi que par ceux qui nous représentent et parlent en notre nom, du moins tant que la règle du jeu n'aura pas été changée.

Le mouvement des occupations est apparu de façon spontanée, prenant au dépourvu aussi bien le patronat, le gouvernement que les syndicats et les partis de gauche : « *Le mouvement s'est déclenché sans qu'on sût exactement comment et où.* » (Jouhaux, secrétaire général de la CGT – Confédération Générale du Travail). Quelle a été l'attitude du patronat, de l'État et des syndicats pour faire cesser les occupations en juin 36 ? [2]

Minimiser l'ampleur des grèves, désinformation, rétention d'informations

Si le patronat dénonce très vite le caractère révolutionnaire des occupations, en revanche, socialistes, communistes et syndicats dénie tout caractère subversif au mouvement des grèves. Le 6 juin, Jouhaux déclare : « Les grèves qui se déroulent actuellement à Paris et dans toute la France ne sont ni politiques ni insurrectionnelles, elles sont strictement corporatives. » Les séquestrations de patrons dans les usines occupées sont fréquentes dès le début du mouvement, *mais à la demande du gouvernement*, les syndicats font pression sur les grévistes pour que cesse cette pratique. La CGT déclare que les patrons « doivent être libres d'entrer et sortir des établissements » et qu'il faut « éviter toute exagération,

enchères démagogiques, désordre dangereux». Alors que, de façon générale, les patrons s'attendent en mai-juin à être *dépossédés et expropriés* [3], ils s'aperçoivent avec étonnement qu'ils n'ont affaire, grâce à la modération des syndicats, qu'à des *revendications* [4]. Chez Renault, «Lehideux [membre de la direction de l'usine] est fort surpris de la modestie des revendications ouvrières» [5]. Dans la presse ouvrière, le ton est à la modération. *L'Humanité* ne fait un rapprochement entre les premières grèves que le 24 mai (elles ont commencé le 11). Lorsque les grèves reprennent, dans la deuxième phase du mouvement (2-7 juin), ce n'est qu'en *sixième page* que *L'Humanité* annonce la reprise des grèves. La même chose se reproduira après les accords Matignon et le renouveau des occupations. La désinformation contre les occupations est pratiquée de façon égale par le patronat, qui dénonce des séquestrations là où il n'y en a pas, et par les partis de gauche et les syndicats : il s'agit de faire plier les grévistes par tous les moyens. Salengro, ministre socialiste de l'Intérieur, publie le 6 juin un communiqué affirmant que l'agitation reflue alors que précisément elle s'accroît. Quand le mouvement refluera réellement, la presse ouvrière fera silence sur les dernières résistances des grévistes. La médiatisation de l'agitation ouvrière par les syndicats est un moyen grossier mais efficace de déformer la réalité des luttes sociales : chaque défaite des grévistes est présentée mensongèrement comme une victoire. Dans les entreprises en grève, le syndicat pratique la rétention d'informations pour isoler les grévistes du contexte dans lequel il négocie avec le patronat, officiellement en leur nom. «[Chez Renault], à mesure que les jours passent, note Simone Weil, les informations données aux ouvriers par les délégués se font plus rares et moins précises.»

Le chantage à l'intérêt national, l'étranger comme bouc émissaire

Le PC, patriotique depuis le pacte Staline-Laval de 1935, qui associe à chacune de ses manifestations le *drapeau tricolore* avec le drapeau rouge et *La Marseillaise* à L'Internationale, utilise le chantage à la défense nationale pour faire cesser les débordements ouvriers : «Nous estimons impossible une politique qui, face à la menace hitlérienne, *risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France.*» [6] (*L'Humanité* du 3 juin). Il se pose en garant de l'unité de la nation : «Les pourparlers rompus doivent être repris. C'est à l'autorité gouvernementale d'intervenir avec force auprès des syndicats patronaux pour qu'ils acceptent de donner satisfaction aux ouvriers. La situation présente, due à l'égoïsme et à l'obstination patronale, ne saurait se prolonger *sans péril pour la sécurité du peuple de France.*» (*idem*, 6 juin). Après l'appel de Thorez du 11 juin appelant à la reprise du travail («Il faut savoir terminer une grève.»), les grévistes qui continuent les occupations malgré l'opposition des syndicats et des communistes, sont ouverte-

compréhensive, des intellectuels et des techniciens dévoués à la cause du peuple, des anciens combattants ardemment pacifistes et révolutionnaires, des petits boutiquiers empressés au service de la solidarité ouvrière, des hommes du rang, dans la police et dans l'armée, en absolue communion d'idées avec les combattants antifascistes, un mouvement syndical brusquement dressé sur ses jambes et se révélant à lui-même sa force, son efficacité, que n'avions-nous entre les mains ? »

Il faut savoir terminer une grève

Le 11 juin, alors que, selon des rumeurs, de nombreux ouvriers discutaient de sortir en masse des usines, puis de les remettre en route, Thorez affirma, au cours d'une assemblée d'information des communistes de la région parisienne : « Nous n'avons pas encore la sympathie et l'appui de la grande majorité des travailleurs des campagnes. Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France. » Et il prononça les mots décisifs : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis. »

Tout comme de Gaulle fera appel en 1968, aux CRS de province et aux chars, le gouvernement de Front populaire achemina des pelotons de gardes mobiles vers la région parisienne. Au même moment, il faisait saisir le journal des trotskistes *La Lutte ouvrière* qui titrait sur la largeur de sa première page : « Dans les usines et la rue, le pouvoir aux ouvriers ».

Pourtant, pendant la seconde quinzaine de juin, les grèves sur le tas continuèrent à faire boule de neige jusqu'à toucher des ouvriers agricoles, notamment dans les grandes fermes du Bassin parisien.

Mais les grèves refluent ensuite et Salengro, encore tout effrayé, put assurer le 26 juin : « Ainsi s'achève, sans une goutte de sang, le plus formidable conflit social qu'ait connu la République ». Et quelques semaines plus tard, pendant l'accalmie des congés payés : « Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. »

Après l'été des congés payés, des occupations reprennent

Daniel Guérin le souligne bien[11], les nouvelles occupations eurent partout une cause très précise : face au patronat qui violait ou détournait à qui mieux mieux les nouvelles lois sociales, les travailleurs ne virent pas d'autre moyen, pour imposer, dans le cadre de l'atelier le respect de leurs conquêtes, que de riposter par la tactique qui avait fait merveille en juin.

De son côté, la CGT accepta la proposition patronale de faire élire des délégués ouvriers dans tous les établissements de plus de 10 salariés, et d'exercer le droit syndical sans qu'il ait pour conséquence des actes contraires aux lois. Elle s'engageait en outre à demander aux grévistes de reprendre le boulot.

Le lendemain, la presse de gauche se dépêcha de faire reprendre le travail comme les accords de Matignon le prévoyaient. *L'Humanité* titrait : « La victoire est acquise ! »

Mais le mouvement de grève, au lieu de refluer, s'intensifia les jours suivants. Et alors que, précédemment, de nombreuses occupations avaient repris les revendications du Front populaire (congés payés, semaine de 40 heures), les occupations qui continuèrent ou débutèrent après les accords de Matignon portèrent sur des revendications moins précises, mais davantage axées sur une transformation du quotidien. On pouvait lire devant Renault-Billancourt: « On a fait des soviets pour moins que ça. »

Une semaine après les accords, il y avait deux millions de grévistes.

Des occupations joyeuses et déterminées

Dans les usines, il y avait un air de fête. Jeux de cartes, chants, concerts, théâtre... Une joie de lutter qui marqua les consciences collectives ouvrières. Les grèves touchaient les mines, l'automobile, le textile, le bâtiment, l'alimentation, et surtout, phénomène important dans l'histoire de la classe ouvrière, le monde des employés : les grands magasins, les compagnies d'assurances, les maisons de haute couture, les cafés, les théâtres, les cinémas et les grands cabarets. Les dirigeants des petites et moyennes entreprises, abasourdis de voir, pour la première fois, leurs « maisons » si familiales tenues par des grévistes, paniquèrent et demandèrent qu'on les évacue *manu militari*, pour faire respecter le droit de propriété. Les préfets de Salengro, ministre de l'Intérieur du Front populaire, ne parvinrent ni à arbitrer ni à imposer la négociation dans les plus petites entreprises, au point que Daladier, ministre de la Défense, rameuta quelques régiments. Mais, tout en suscitant de sérieuses inquiétudes au sein des classes moyennes et de leurs représentants, les grévistes rencontrèrent la sympathie de nombreuses autres couches sociales : les petits commerçants se montrèrent souvent généreux dans les collectes organisées à l'intention des grévistes ; des dirigeants de l'Église évoquèrent les déficiences de l'ordre social établi[10] ; des flics affirmèrent qu'ils ne rentreraient pas dans les usines occupées. En quelques semaines, la classe ouvrière, par sa détermination, imposa des conditions favorables à un mouvement révolutionnaire. Dans ses souvenirs, Marceau Pivert écrivit : « Oui, tout était possible ! Un prolétariat en pleine action, une paysannerie

ment calomniés : les anarchistes et les trotskistes sont accusés, *avec les fascistes*, de chercher à entraîner les masses dans une aventure. Chez Renault, les communistes encouragent les manifestations d'intimidation : enterrements simulés de jaunes mais aussi de Croix de feu (extrême-droite) *ou de trotskistes* ; des tracts désignent nominalement les supposés trotskistes. Il s'agit pour le PC d'opposer l'union de la nation française à l'agitation ouvrière, implicitement accusée d'encourager, en persistant, la menace hitlérienne et fasciste. L'antifascisme *dans sa version bureaucratique-bourgeoise* devient la justification idéologique de la répression du mouvement des occupations par les organisations ouvrières elles-mêmes (PC, SFIO[7], syndicats). Un amalgame est fait entre les éléments étrangers aux syndicats et les étrangers qui travaillent en France. *L'étranger devient le bouc émissaire*. C'est le motif d'intrusion d'éléments étrangers aux syndicats qui est le prétexte au gouvernement pour prendre ses premières mesures d'ordre : « Il est vrai, déclare le socialiste Blum, qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'organisation syndicale. » Le 4 juillet, le gouvernement publie une circulaire aux préfets : « La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers puissent sur notre territoire prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure [entendre les occupations d'usine] et provoquer des troubles et du désordre. » A la fin du mois de juin, le mouvement est quasiment terminé dans les villes, mais il se prolonge dans les campagnes où des grèves d'ouvriers agricoles éclatent dès la mi-juin en Ile-de-France : la répression attire l'attention sur le rôle de la *main-d'oeuvre étrangère* dans cette agitation. Les grévistes et les manifestants sont accusés de porter atteinte à la nation, d'être la *main de l'étranger*. Une accusation qui ne vient pas seulement de l'extrême-droite, mais désormais aussi du gouvernement de Front populaire et des organisations du mouvement ouvrier. [8]

Négocier les revendications des grévistes à l'intérieur du consensus social

Dès 1935, face à la crise et à la menace fasciste, la CGT prône un rapprochement avec les classes moyennes : « Nous savons qu'il est dans les circonstances actuelles impossible de réaliser immédiatement [la transformation totale de l'économie] car, en la poursuivant, nous *dresserions contre nous une coalition de gens dont certains, au contraire, doivent être avec nous.* » Thorez, dans son discours du 11 juin, ne s'exprime pas autrement : « Notre but, dit-il en substance, reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir ni pour demain matin, car toutes les conditions ne sont pas réunies et notamment nous n'avons pas encore derrière nous, décidée comme nous jusqu'au bout, toute la population des campagnes. *Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des*

couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France. » Les syndicats s'efforcent donc de réduire les revendications ouvrières dans le cadre légaliste bourgeois. En octobre, après le mouvement des grèves, la CGT déclarera que « c'est pratiquer une véritable démocratie que [de] mettre sur le même plan droit au travail et droit de propriété, et vouloir que l'un et l'autre trouvent, par des solutions de justice sociale, leur *sauvegarde*. » En période d'agitation sociale dure, pour les classes dirigeantes l'union des classes est la priorité absolue : Blum borne son action gouvernementale dans les limites du programme ultramodéré du Front populaire, il rappelle que les électeurs n'ont pas voté socialiste mais Front populaire. En écho, Thorez explique qu'il ne « saurait être question de dire que "maintenant les questions revendicatives passent au second plan et qu'il s'agit de prendre possession des usines et de placer la production sous le contrôle direct des ouvriers" : *il ne faut pas compromettre l'oeuvre gouvernementale.* » Frachon, un leader communiste de la CGT, veut en finir avec les occupations d'usine *pour ne pas mettre en danger l'alliance avec les radicaux* (dans ce marché de dupe, au sein du Front populaire, le parti centriste des radicaux, soutenu par le puissant trust des assurances, s'opposera à toute mesure de contrainte à l'égard du patronat). Dès les premières grèves de mai 36, le Front populaire (gouvernement, partis et syndicats) et le mouvement des occupations étaient faits pour se *télescoper*.

Pour une gestion rationnelle du capitalisme

Syndicats et partis ouvriers dénoncent le caractère « irresponsable » du patronat. Dès 1935, le Plan de la CGT plaide explicitement pour une économie dirigée reposant sur des nationalisations couvrant l'ensemble des activités, privées ou non. Bien que les idées du Plan ne soient pas retenues dans les propositions du Front populaire, l'idée d'une gestion plus rationnelle de l'économie est une idée forte dans le syndicalisme et dans les partis dits ouvriers. Le 29 mai, *L'Humanité* explique que, si le patronat comprenait mieux ce qui se passe dans les usines, les occupations n'auraient pas eu lieu : « Le mouvement de la métallurgie de la région parisienne peut très rapidement se calmer si, du côté patronal, on est disposé à faire droit aux légitimes et *raisonnables* revendications ouvrières. » [9]. Il suffirait donc d'une gestion plus rationnelle des usines pour éviter ce genre de "désagréments". Cette idée d'une gestion rationnelle et dirigée de l'économie se retrouve, en cette période de crise, également au sein d'une partie du grand patronat, qui s'exprime notamment autour des *Nouveaux Cahiers*. Cette revue qui réunit banquiers, industriels, hauts fonctionnaires et syndicalistes propose une collaboration du patronat avec les syndicats ouvriers : « Si certains industriels français n'ont pas encore compris l'importance des change-

publique, et qui, au point de vue correction parlementaire, était assez critiquable (...). Ce qui était l'état d'esprit du chef de l'État était aussi l'état d'esprit du patronat (...). M. Lambert-Ribot, avec qui j'avais toujours entretenu des relations amicales, m'a fait toucher par deux amis communs, par deux intermédiaires différents, afin que, le plus tôt possible, sans perdre une minute, je m'efforce d'établir un contact entre d'une part les organisations patronales suprêmes, comme le Comité des forges et la Confédération générale de la production, et d'autre part la Confédération générale du travail. Sans nul doute, j'aurais tenté moi-même ce qu'on a appelé l'accord de Matignon. Mais je dois la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. (...) La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat, qui étaient à Matignon: "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons, et nous le ferons. Mais nous vous en avertissons tout de suite : nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus. Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres." Et je vois encore M. Richemont, qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : "C'est vrai, nous avons eu tort." Voilà quel était l'état d'esprit de Matignon (...), au moment où j'ai pris le pouvoir. Qu'est-ce que je devais faire ?»[8]



Les accords de Matignon : 7 juin 1936

Pour hâter au plus vite les négociations, Léon Blum, intronisé président du Conseil le 6 juin 1936, réunit dès le lendemain une délégation de la Confédération générale du patronat français (CGPF) et des représentants de la CGT, dont 4 sur 6 étaient socialistes. Il y avait alors un million et demi de grévistes. Blum annonça que des réformes allaient être entreprises par la voie législative (contrats collectifs, congés payés et semaine de 40 heures), mais qu'il restait à fixer les clauses générales des contrats collectifs[9] et à résoudre les revendications de hausse des salaires.

Le patronat a admis immédiatement l'établissement de contrats collectifs de travail garantissant la liberté syndicale, s'engagea à ne prendre aucune sanction pour fait de grève et à revaloriser les salaires de 7 à 15 %.

savoir que tout rapport de forces s'établirait dans la rue, et qu'elle n'entendait pas donner carte blanche à un gouvernement qui ne respecterait pas ses intérêts. Pendant que Blum et comparses méditaient sur la situation financière, les ouvriers de l'usine Bréguet, au Havre, occupaient leur lieu de travail pour protester officiellement contre l'attitude du chef du personnel. En deux jours, ils obtiennent gain de cause. Les métallurgistes de Nieuport à Issy, de Farman à Billancourt et de Hotchkiss leur emboîtent le pas. Le 27 mai, les usines Renault connaissent les premiers débrayages.

C'est le parti communiste qui donne le premier coup de frein, en signant des accords minables pour faire cesser un mouvement qui, dès le début le dépasse. *L'Humanité* du 30 mai titre sur un énorme mensonge : « Victoire chez Renault ».

Ce qui vient de naître est un sentiment de force collective et une aspiration à faire changer les choses. La social-démocratie, qui souhaitait retrouver une unité pour accéder au pouvoir, se trouve coincée entre un mouvement social grandissant et une volonté de collaboration de classe.

Les patrons leur demandent de ne pas attendre

Le Front populaire n'est même pas encore intronisé que déjà, les 4 et 5 juin, il y a un million de grévistes et que l'ensemble des usines de la région parisienne sont occupées. Marceau Pivert a assuré dans une tribune libre du *Populaire*, le 27 mai, que « Tout est possible » ; Marcel Gitton dans l'éditorial de *L'Humanité* du 29 mai, dit que « Tout n'est pas possible » et reconnaît que le programme du Front populaire n'est pas de nature à effrayer qui que ce soit.

Mais l'augmentation du nombre de grèves et d'occupations effraie le patronat. Et c'est lui qui va chercher les sociaux-démocrates pour les prier de prendre la direction du gouvernement. Ces derniers s'empresseront de le faire avec une fidélité indéfectible à la collaboration de classe. Léon Blum raconte : « Le 4 juin, je suis arrivé à l'Élysée avec mes collaborateurs vers 7 heures du soir (...) Au moment où nous allions nous retirer, M. Albert Lebrun nous a dit: "J'ai une demande à vous transmettre de la part de M. Sarraut, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, et de la part de M. Frossard, ministre du Travail. Ils considèrent la situation comme si grave qu'ils vous demandent de ne pas attendre jusqu'à demain matin pour la transmission des pouvoirs. Ils vous prient avec instance de vous rendre l'un et l'autre au ministère de l'Intérieur et au ministère du Travail dès ce soir, 9 heures, pour qu'il n'y ait pas un instant de délai d'interruption dans le passage des services. Ils ne veulent pas plus longtemps demeurer chargés d'un intérim dans les circonstances actuelles (...) Les ouvriers ont confiance en vous." (...) J'ai fait ce que me demandait M. le Président de la Ré-

ments intervenus depuis quelques mois dans l'ordre social et caressent quelque rêve chimérique de retour aux errements du passé, d'autres savent qu'une telle évolution est irrévocable. Ils sont prêts à s'y adapter et à y adapter leurs usines. » Juin 36 est l'amorce de la société d'économie mixte en France.

L'intervention de l'État : les accords Matignon

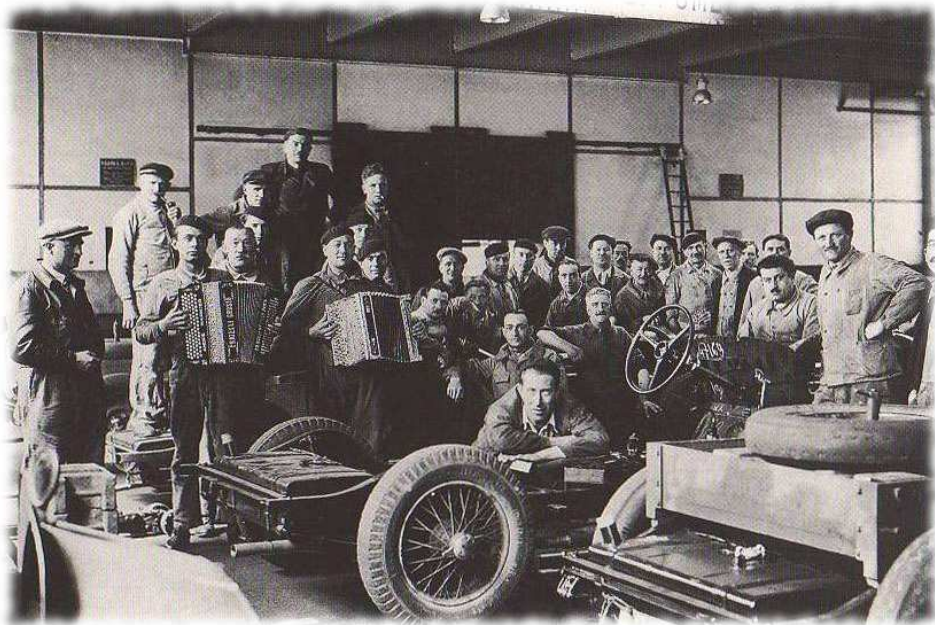
L'intervention est demandée par le patronat [10], qui ne parvient pas, malgré l'appui des syndicats, à résorber le mouvement des occupations. Si l'État intervient, c'est parce que, pour la première fois depuis 1919, l'équilibre social en France n'est plus en faveur du patronat. En accord avec ce dernier, Blum fait croire qu'il est à l'origine des accords Matignon. Ce mensonge du gouvernement du Front populaire a pour le patronat l'avantage de renforcer le prestige de l'État à un moment où le patronat a cruellement besoin de son aide, mais aussi de cacher aux grévistes la faiblesse réelle d'un patronat qui ne veut pas leur montrer qu'il est prêt à négocier [11]. Le gouvernement espère, par les accords Matignon, en échange d'acquis sociaux (contrat collectif, congés payés, semaine de 40 heures, augmentation des salaires, etc.), mettre fin en quelques jours aux occupations. Si le patronat est prêt à tout accepter pour récupérer ses unités de production (dès lors que l'essentiel, l'exploitation privée capitaliste, n'est pas remise en cause), les syndicats, en revanche, sont modérés car l'objet de la négociation est moins de monnayer au prix fort des avantages sociaux que de faire *cesser* à tout prix le mouvement des occupations. C'est à l'initiative du patronat, et non des syndicats, que le principe des délégués ouvriers dans les entreprises est retenu dans les négociations. Les accords Matignon consacrent ainsi le syndicalisme dans sa fonction sociale de gestion des rapports sociaux avec le patronat et l'État. Mais cette consécration ne fait que valider le rôle répressif, utile et efficace que les syndicats ont dû exercer pour mettre fin aux occupations. En ce sens, si juin 36 est une grande victoire, c'est celle du syndicalisme et une défaite du mouvement gréviste. Pour survivre, le capitalisme français a dû se modifier. La reconnaissance du syndicat comme partenaire légitime par le patronat ouvre « une ère nouvelle » (Jouhaux), mais plus encore l'apparition de l'État comme troisième partenaire. Jouhaux dira



d'ailleurs : « Cela démontre péremptoirement qu'il n'est pas nécessaire de réaliser l'État totalitaire et autoritaire pour l'élévation de la classe ouvrière à son rôle de collaboratrice dans l'économie nationale, mais le fonctionnement régulier et l'élévation de la démocratie le permettent. »

Le patronat découvre l'utilité du syndicat en période de crise sociale

La contrepartie des acquis cédés par le gouvernement et le patronat aux grévistes lors de l'accord Matignon du 7 juin, c'est l'évacuation des entreprises. Les syndicats s'engagent à favoriser la reprise, mais insistent sur la responsabilité du patronat dans la crise sociale : « C'est vraiment maintenant *que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes*. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres. » Et Richemont, représentant du patronat, de reconnaître : « C'est vrai, nous avons eu tort. » Le patronat approuve la CGT lorsqu'elle explique que si les militants syndicalistes n'avaient pas été réprimés pendant quinze ans dans les entreprises, il n'y aurait pas eu de mouvement des occupations en France. Pour le syndicat, c'est dans la perspective d'une gestion rationnelle du capitalisme que les militants syndicaux sont utiles dans les usines, pour *prévenir* les situations de crise et aussi, quand elles éclatent, pour aider à les *dénouer*. A l'issue de la convention collective de la métallurgie, le représentant du patronat, le baron Pétiet « [souhaite] *vivement* que le contact reste maintenu entre les deux



pas grand-chose d'autre que de permettre aux gouvernements radicaux qui suivirent, de tenir. Ainsi, une large part de la campagne ne devait se faire que sur une base minimaliste d'alliances parlementaires. En défendant le régime républicain, Blum préconisait un exercice du pouvoir dans les cadres institués et constitutionnels. Pour les sociaux-démocrates, cette orientation se justifiait comme une politique défensive et préventive face au danger fasciste. L'antifascisme permettait ainsi d'être l'arbre qui cache la forêt, puisqu'il ne remettait absolument pas en cause le fonctionnement du capitalisme et qu'il contribuait même à son aménagement.

Les événements de mai-juin découlent du malaise provoqué par le décalage entre les déclarations politiques et l'aspiration de la classe ouvrière à une réelle transformation du quotidien. C'est à ce malaise que le gouvernement issu de la victoire électorale de mai 36[6] doit faire face. C'est ce malaise que la social-démocratie et le parti communiste allaient devoir réprimer.

Cherche situation financière pour classes moyennes...

La victoire électorale rendait de plus en plus impatiente la classe ouvrière qui, outre le fait d'être spoliée de son travail, connaissait des brimades et une violence permanente. « Pour n'importe quelle faute, le contremaître pouvait retirer deux sous de l'heure. Certains jours, quand vous arriviez le matin, le contremaître vous disait : "Y a pas de boulot, vous reviendrez demain." Pourtant, il y avait des gars qui venait de loin. Le lendemain par contre, il fallait rester jusqu'à 7 ou 8 heures (...). » [7] Cependant, Léon Blum ne voulait pas engager de rapport de forces : « J'aime mieux espérer que le mois de mai s'écoule sans trop aggraver une situation financière déjà effroyable » ; et de préciser tout de suite l'objectif de son gouvernement : agir à l'intérieur du régime actuel. C'est le problème de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs. Ainsi, le dirigeant de la SFIO ne cherche ni à abolir un régime de classe ni à l'affaiblir ; il cherche au mieux à l'aménager pour le renforcer. Entre la victoire électorale et le début du mandat, les intérêts que la SFIO a cherché à protéger n'étaient pas ceux des ouvriers et des ouvrières, mais bien ceux de la finance.

... mais trouve détermination de la classe ouvrière

Le véritable début du formidable mois de juin commence au premier jour de mai. Alors que le 1er mai 1935 avait été un grand flop, le 1er mai 1936 allait être un grand succès. Face aux promesses de la SFIO déjà remises en cause par les déclarations de sa direction, une partie de la classe ouvrière souhaitait faire

Si, du côté parlementaire, les ligues réussirent à faire tomber le gouvernement radical de Daladier[3] et à imposer un gouvernement réactionnaire autour de Laval, les journées de février 1934 ont amorcé, par la défaite des ligues, un sentiment d'unité dans la classe ouvrière.

Cette unité s'est faite sur la base assez vague de l'antifascisme mais surtout le sentiment collectif d'un rapport de force qui a certainement été le point de départ des occupations d'usines de juin 36. Suite aux mobilisations persistantes qui ont fait suite au 6 février 34, la SFIO et le parti communiste ont tenté d'absorber ce nouveau rapport de force. Pour faire reconnaître les accords franco-russes, l'URSS se satisfaisait du gouvernement Laval en France qui y souscrivait. Si bien que pour gagner des victoires électorales et un poids parlementaire, la SFIO et le PC se sont tournés vers le parti radical, représentant des classes moyennes, lui même très favorable à ces accords entre États.

Le rôle que Blum joua, par la suite, dans la campagne pour les élections de mai 36, est assez représentatif du positionnement de la social-démocratie française. Entre le radicalisme bourgeois et le national-communisme, Blum inséra un discours politique républicain et jacobin de défense des libertés démocratiques «conquises par le peuple de France».[4] Le Front Populaire a donc regroupé le parti communiste, la SFIO et le parti radical. Les liens entre le PC et la SFIO étaient essentiellement effectués par la Gauche Révolutionnaire — dont l'animateur principal fut Marceau Pivert, avec la présence de Daniel Guérin[5], qui, depuis 1935, tentait à l'intérieur de la SFIO de développer un discours révolutionnaire de classe.

La direction syndicale de la CGT, autour du réformiste Léon Jouhaux, a quant à elle favorisé un rapprochement avec le parti radical en tenant un discours de protection des classes moyennes. Le parti communiste préconisait une alliance avec le parti radical-socialiste pour «amener au pouvoir un gouvernement populaire». L'argument paraissait léger, puisque ce parti radical s'était compromis dans un gouvernement antisocial et réactionnaire qui avait fortement entamé son prestige. Pour empêcher les classes moyennes d'être attirées par les sirènes fascistes, la SFIO déclarait vouloir les ménager par un soutien à ces mêmes radicaux-socialistes. Mais, à ce moment-là, les enjeux étaient autres. L'intérêt du parti communiste était celui de Moscou. Staline cherchait un gouvernement qui puisse appuyer les accords franco-soviétiques de l'époque contre l'Allemagne hitlérienne, et surtout les élargir au plan militaire. Ce que refusait le gouvernement de Laval. Dans cette optique, pour les staliniens, les radicaux-socialistes semblaient plus sûrs que les socialistes. Ce qui explique aussi pourquoi, lorsque le gouvernement de Front populaire tomba en 1937, le Parti communiste ne fit

délégations (patronat-CGT) par des réunions périodiques ». Le patronat entend garder le contact avec un syndicat qui a fait ses preuves pour l'aider à résister aux exigences des grévistes. Certains chefs d'entreprises font pression sur les salariés non syndiqués pour qu'ils adhèrent à la CGT, le meilleur garant pour eux de ne pas avoir un débordement incontrôlé dans leur entreprise. Mais cette soudaine lucidité du patronat à l'égard des syndicats ne s'impose en juin 36 que par l'urgence de la crise sociale ; elle sera très tôt oubliée dès que la crise sera terminée. Dès septembre 1936, le patronat du textile écrit une lettre à Blum expliquant la nouvelle règle du jeu : « Les industriels du textiles de Lille ne veulent plus que leurs usines soient occupées. Ils ne veulent plus de séquestrations, de laisser-passer accordés aux patrons par les délégués d'usine, de menaces adressées au personnel qui ne partage pas la manière de voir de la CGT. Ils ne veulent plus voir de patrons bloqués chez eux ou assaillis dans leurs usines, ils ne veulent plus voir leurs bureaux et magasins occupés, ils ne veulent plus être "autorisés" à entrer dans leurs établissements pour payer leurs ouvriers, ils ne veulent plus de piquets de grève installés jour et nuit au domicile de leurs directeurs, ils ne veulent plus que leur personnel puisse être traduit en jugement par un conseil d'usine. » *Le patronat ne veut plus être humilié.* En novembre 1938, une répression classique et revancharde sera décidée par le gouvernement de droite qui aura succédé à Blum : selon le témoignage d'un des leaders de la CGT de l'époque, 9 % de la population active du secteur industriel et commercial sera licencié le 1er décembre 1938 à la suite de ces dernières grèves.

*
* *

Les nationalisations contre les occupations

Chez les grévistes, il y a l'idée que les nationalisations des entreprises par l'État sont une garantie pour eux. La menace d'appeler à la nationalisation est souvent brandie par eux dans les entreprises occupées. Après l'échec des accords Matignon du 7 juin, le mouvement de grève reprend dans la métallurgie parce que les grévistes dénoncent des accords qu'ils estiment en deçà de ce qu'ils ont exprimé dans leurs cahiers de revendications (la CGT au contraire appelle dès le 9 juin à la reprise du travail, et parle de victoire). Le 10 juin, les grévistes posent un ultimatum au patronat : dans 48 heures, celui-ci devra avoir satisfait leurs demandes, faute de quoi ils demanderont la nationalisation des usines de guerre et celles travaillant pour l'État, leur fonctionnement étant assuré par le personnel technique et ouvrier, sous le contrôle des ministères intéressés. A Rouen, les travailleurs du pétrole déclarent vouloir poursuivre la grève *jusqu'à la*



nationalisation. La nationalisation étant au préalable une dépossession du patron privé, il y a à la fois chez les grévistes la croyance que la révolution peut être faite par en haut (par l'État) et une première phase de l'autogestion (la phase suivante serait de ne pas attendre la nationalisation par l'État mais d'autogérer directement l'entreprise). Mais les réquisitions par l'État sont déjà envisagées par la CGT comme des moyens de *briser le mouvement de contestation sociale*. Jouhaux rappelle le 16 juin devant le comité confédéral de la CGT que le gouvernement avait, *à sa demande*, envisagé des procédures de réquisition : « Nous avons fait admettre le principe de la réquisition dans les branches indispensables à la consommation, à la seule condition que les organisations ouvrières se mettraient au service des entreprises réquisitionnées. *Le gouvernement n'a pas eu à faire usage de cette arme, mais il fait savoir qu'elle existe.* » Belin, membre du bureau de la CGT, commentant ces propos, explique ce que réquisition veut dire : « Supposons que, par la suite des conflits, le ravitaillement de la capitale en essence, en lait et en farine se trouve compromis. Le rôle du gouvernement serait d'assurer par tous les moyens la distribution de ces produits. A cet effet, il devrait réquisitionner les établissements où *ouvriers et employés en grève reprendraient le travail sous les ordres du gouvernement.* Et si le conflit durait ? L'État resterait, pendant toute sa durée, le gérant des industries et des commerces réquisitionnés. Dans ce cas, la grève serait caractérisée non plus par la cessation du travail, mais par sa reprise sous la gestion de l'État, *donc par une dépossession provisoire des employeurs.* Ceux-ci rentreraient en possession de leurs entreprises sitôt le conflit terminé. Observez qu'on n'a pas envisagé de faire fonctionner les

1936 : le Front populaire contre les occupations d'usines

par Jérôme (Strasbourg, septembre 1999)

Publié dans la revue de l'Organisation Communiste Libertaire
Courant alternatif, hors-série n° 2, troisième trimestre 1999

L'affrontement avec le Front populaire a longtemps marqué la culture ouvrière française. Juin 36 puis mai 68 ont revivifié un imaginaire de lutte dont les antécédents se trouvent dans la commune de 1871 ou les révoltes de 1848. Une des supercheries de la vision républicaine de notre histoire a été d'attribuer ces «révolutions manquées» à des étapes nécessaires d'une évolution sociale : les acquis sociaux. Avec les premiers congés payés, elle a drapé les luttes de «justes récompenses», comme pour mieux usurper les contenus souvent radicaux des occupations d'usines. Pendant toute cette période, le discours de la SFIO et du PC a été de combattre une situation révolutionnaire. Les syndicats ont lancé le mot d'ordre de « savoir terminer une grève ».

L'espoir qu'a suscité juin 36 a été comparable à ceux que soulevèrent les événements cités plus hauts. Pendant la période où la SFIO a tenu le pouvoir parlementaire, sa politique a été de tout faire pour aboutir à un «temps de pause». Dans le même temps, elle se positionnait devant le patronat comme la seule force capable de tenir la barre. Elle a usé de tout un appareil d'État pour réprimer ceux et celles qui débordaient la CGT dans laquelle réformistes et staliniens étaient de nouveau réunifiés aux moments des faits.[1] Cette transformation pragmatique de la social-démocratie l'a amenée, en trois ans, du «Front populaire» au «front national des Français» puis au «front de la guerre», jusqu'à ce que, finalement, avec la même assemblée qui conduisit le Front populaire elle vote les pleins pouvoirs à Pétain...[2]

L'arrivée au pouvoir du Front Populaire : les promesses, les tactiques

Le 6 février 1934, les ligues fascistes (Croix de feu, Camelots du Roy, Action française ou organisations d'anciens combattants) firent défiler plus de 100.000 personnes dans Paris pour protester contre le renvoi du préfet de police Chiappe. Elles essayèrent de prendre l'Assemblée nationale, mais en furent repoussées par les flics. Pendant la nuit, des affrontements violents opposèrent place de la Concorde les fascistes et les policiers à de jeunes travailleurs.

Notes:

[1] Editions Babel/Actes Sud, 1997.

[2] Principales sources : *Juin 36*, de Danos et Gibelin (La Découverte, 1986) ; *Juin 36*, de Lefranc (Julliard, 1966) ; *La France en mouvement*, sous la direction de Jean Bouvier : recueil d'articles de divers auteurs, consacrés à juin 36, parus dans *Le mouvement social*, (Champ Vallon, 1986).

[3] « Rappelez-vous, les 4 et 5 juin 36, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que le mouvement gagnait d'heure en heure et de proche en proche dans la France entière. Des témoins oculaires vous l'ont dit. M. Sarraut l'a dit, M. Frossard l'a dit. La panique, la terreur étaient générales. Je n'étais pas sans rapport moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'on me disait, ou me faisait dire par des amis communs : "Alors, quoi, c'est la révolution ? Qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ?" » (Blum au procès de Riom, 1942 ; Pottecher, *Le procès de la défaite*, Fayard, 1989, p.129).

[4] Voir les témoignages rapportés par Lefranc (*op. cit.*, pp. 204-205).

[5] « Les grèves du Front populaire aux usines Renault », Badie, *La France en mouvement*.

[6] Les passages en italique dans les citations sont soulignés par Barthélémy Schwartz.

[7] Section française de l'Internationale ouvrière, qui deviendra le Parti Socialiste en 1969. [Note de Zanzara athée]

[8] Il faudra d'ailleurs attendre la fin du mouvement des occupations, fin juin, pour que le gouvernement publie un décret sur la dissolution des ligues d'extrême-droite.

[9] Raisonables, pour qui ?

[10] Blum est contacté par le patronat trois jours après son arrivée au pouvoir, que la Bourse accueille avec satisfaction, « car on pense généralement que le nouveau gouvernement mettra fin rapidement au mouvement de grève » (*Le Temps*, 4 juin 36). Lors du procès de Riom, Blum déclarera : « A ce moment [lorsque éclatent les premières grèves de 1936], dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle : je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de dissuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. » (Guérin, p. 192).

[11] Richemont déplorera ainsi « le manque de résistance notoire d'une grande partie du patronat ».

[12] Blum au procès de Riom, *Le procès de la défaite*, (p. 143).

[13] Sarraut devant le Sénat, 7 juillet 1936.

[14] Communiqué du ministère de l'Intérieur, juillet 36.

[15] Guérin sera, cependant, le seul des pivertistes à voter contre la participation au gouvernement Blum (p. 188).

[16] Tchakhotine, auteur du *Viol des foules par la propagande politique* (1939), est introduit dans la GR par Pivert.

usines, il s'agit uniquement d'une mesure d'exception pour empêcher que la population ne subisse de graves incommodités. » (Lefranc, p. 141). Une autre forme de neutralisation a été inaugurée par le gouvernement Blum : l'arbitrage. Il consiste en un gel du conflit social dans l'entreprise, la protégeant de fait des grévistes, lesquels ont tout à perdre d'une neutralisation de leur offensive, tandis qu'elle sert les intérêts du patronat en validant, par son application, la légalité capitaliste. « C'est ainsi, explique Blum, que les grèves du Nord et celles de la Sambre ont pu être réglées à l'amiable. La neutralisation était une sorte de mise sous scellés pendant laquelle tous les droits, de part et d'autre, étaient respectés. Nous avons fait voter ensuite par les Chambres un texte qui interdisait la grève et le lock-out tant que les tentatives de conciliation prévues par la loi suivraient leur cours. » [12]

ABC de répression socialiste

Le patronat s'oppose à l'usage de la force par le gouvernement, bien que les occupations sauvages de ses unités de production le prennent à la gorge : « Nous risquons un conflit sanglant [argumente un délégué du patronat], c'est du sang qui rejaillira sur nous et cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines. » [13] Moyen offensif, les occupations sont aussi un moyen défensif : elles interdisent au patronat de recruter, en cette période de crise et de chômage, des jaunes. L'objectif prioritaire est de libérer les usines occupées. Le gouvernement Blum fera son possible pour ne pas user de la force policière contre les grévistes. Le 7 juillet, le ministre de l'Intérieur a résumé sa politique devant les sénateurs : « Salengro a dit au Sénat qu'il ferait cesser l'occupation des usines par tous les moyens appropriés. Ce qui dans son idée signifie une intervention des militants du mouvement syndical, puis celle des pouvoirs publics. Si cela ne suffisait pas, on ferait confirmer cette intervention par les militants et par les pouvoirs publics. Si le résultat n'était toujours pas obtenu, une intervention commune serait effectuée, et ce n'est que si toutes ces tentatives de persuasion échouaient que le gouvernement emploierait d'autres mesures. C'est-à-dire qu'on enverrait des gendarmes [...] » [14] Pour le gouvernement de Front populaire, la répression des occupations passe donc par plusieurs phases : d'abord user des syndicats comme force dissuasive et policière à l'intérieur des entreprises, ensuite faire intervenir l'État comme arbitre, puis, comme dernier moyen, utiliser les forces armées. Si le recours à la force syndicale est un palliatif censé éviter au gouvernement de recourir à la force armée, à partir du 11 juin et de l'appel de Thorez à la reprise du travail, le processus de répression est lancé : le gouvernement mobilise les forces armées. Des troupes de gardes mobiles sont concentrées par le gouvernement autour des centres ouvriers, dans la région parisienne, dans les centres agricoles et dans le nord de la France. Le Front populaire baisse le masque.

Dans *Front populaire, révolution manquée*, Guérin, ancien membre de la Gauche révolutionnaire (GR) de Pivert à l'intérieur de la SFIO, livre, sous forme autobiographique, le récit de la montée du fascisme en France dans les années 30, des résistances antifascistes (le Front populaire) mais aussi ouvrières (les occupations de juin 36). Si la lecture de ce livre permet d'éclairer utilement, en les comparant, les montées du fascisme et de l'antifascisme hier et aujourd'hui, elle l'est moins, en revanche, pour comprendre ce que fut la répression sociale du mouvement des occupations de juin 36, par le Front populaire antifasciste justement. Très disert sur la création du Front populaire de 1934 à 1936, les querelles politiques et la critique des tambouilles des partis, Guérin ne consacre que trente petites pages sur les occupations de juin 36. Si cet ouvrage est utile, cependant, dans l'étude du mouvement des occupations, c'est dans ce qu'il nous apprend, involontairement, des moyens de répression qui furent mis en oeuvre pour briser les grèves de mai-juin 36. Et la GR de la SFIO, en participant au *travestissement* d'un Front populaire garant de la légalité capitaliste en un pseudo-gouvernement à tendance révolutionnaire qu'il suffisait de gauchir pour lui faire prendre une direction révolutionnaire, apporta sa contribution à cette répression.

Daniel Guérin rejoint la GR en 1935, quand les trotskistes sont exclus de la SFIO. Extrême-gauche de la SFIO, la GR sera exclue à son tour en 1938, et s'individualisera en dehors du parti en devenant le Psop (Parti socialiste ouvrier et paysan, 1938-1940). Jusqu'à leur exclusion, les pivertistes croient pouvoir gauchir le Front populaire mais, tout en critiquant Blum, ils participent au gouvernement du Front populaire (Pivert sera chargé de la propagande). [15] En participant activement à l'héroïsation et à la mythologie du gouvernement Blum, non seulement ils cautionnent la politique d'abord modérée puis ouvertement répressive du Front populaire, mais aussi et surtout ils sont à l'avant-garde de ce marché de dupe où la coalition du Front populaire se fait passer pour l'alliée des ouvriers en grève, alors que précisément elle a pour mandat de réprimer l'agitation ouvrière. Alors que le gouvernement Blum s'apprête à signer le soir du 7 juin 1936 les accords Matignon, dont la finalité est avant tout, en échange de quelques concessions, de faire cesser les grèves, les pivertistes s'activent pour faire du leader socialiste un *héros* : « Lorsque, au lendemain [de la présentation de son gouvernement], devant les chambres, le 7 juin, [Blum] vient au Vélodrome d'hiver, jurer au peuple de France de ne se jamais laisser déloger du pouvoir sans combat, une mise en scène extraordinaire salue son entrée. Des projecteurs sont braqués sur lui. Un orchestre joue *L'Internationale*. Les militants se métamorphosent en choristes. Les Jeunes Gardes en chemise

bleue forment une double haie vibrante. Les fidèles scandent indéfiniment à en perdre haleine : "Vive Blum !" ou "Blum ! Blum !" Qui est le metteur en scène de ce culte ? Nul autre que Marceau Pivert. Un peu plus tard, trop tard, il invitera les militants à se libérer d'une "certaine religiosité" qui leur interdit de juger sainement la politique des "militants les plus prestigieux". Mais, en attendant, c'est lui qui fait fonction de grand-prêtre. » Et Guérin de conclure : « Nous aidions ainsi, dans une certaine mesure, à la propagation d'une duperie. » (p. 163) Guérin montre bien l'influence des nouvelles techniques de propagande de masse inaugurées en Allemagne nazie sur les idéologues socialistes. Pivert « croit aux techniques de propagande totalitaires », pour lui « le socialisme doit répondre à ces armes "venimeuses" (les techniques de propagande fascistes et nazies) par des armes équivalentes et user contre le fascisme des mêmes méthodes d'obsession provoquée ». [16] Dans les deux cas, l'individu n'a d'existence qu'au travers des masses.

Tout en critiquant Pivert, Guérin le suivra jusqu'à la guerre, de la SFIO au Psop. De même qu'il ne voit d'action possible qu'à l'intérieur des partis socialiste ou communiste (il choisit la SFIO), de même la GR proposera (vainement) l'unification de la SFIO et du PC, parce que « c'était de l'intérieur du mouvement ouvrier unifié que nous voulions rechercher les possibilités de redressement révolutionnaire ». (p. 165). Ce qui explique pourquoi le regard de Guérin dans ce livre porte essentiellement sur l'activité des partis et de ses dirigeants. Après la guerre, Pivert réintègrera la SFIO, il écrira rétrospectivement à propos du Front populaire : « Oui, tout était possible. Appuyé sur ces masses ferventes, *Blum pouvait tout* : aucune force parmi celles du grand capitalisme, du fascisme, de l'état-major, de l'Église, de la réaction n'aurait pu lui résister. *S'il l'avait voulu*, il n'avait qu'un mot à dire et des milices ouvrières et paysannes armées auraient surgi du sol jusque dans les moindres villages ; elles auraient protégé les conquêtes sociales, appuyé les grandes nationalisations, réduit à l'impuissance les trusts. » (cité par Guérin, p. 186). Que le socialiste Blum a effectivement fait *tout ce qu'il a pu* pour mettre fin aux occupations d'usines est un fait historique qui échappait toujours à Pivert vingt ans plus tard. On comprend mieux comment les pivertistes, dont Guérin, en soutenant un Front populaire qu'ils critiquaient, ont aidé à « la propagation d'une duperie ».

Malgré les limites indiquées, *Front populaire, révolution manquée* est un extraordinaire témoignage critique sur la montée du fascisme, l'antifascisme, le Front populaire et les grèves de juin 36, et une excellente introduction à cette période et à ses enjeux.